



**RETOUR AMÉRICAIN EN IRAK** • Une décision des moins aisées pour Barack Obama, soutenue par l'opinion publique et le Congrès américain.

Ph. AFP

## Nouvelle offensive américaine contre l'État islamique en Irak et au Levant

# Ses promesses et ses écueils

**L**e mercredi 10 septembre, le Président américain Barack Obama a dévoilé solennellement au peuple américain sa nouvelle stratégie offensive contre l'État islamique en Irak et au Levant (EIL). Cette offensive «antiterroriste» qui vise «à dégrader et à la longue détruire EIL» s'articule en quatre points : 1. Une campagne systématique d'attaques aériennes contre ce mouvement armé en Irak comme en Syrie ; 2. Appui accru aux forces qui combattent l'EIL sur le terrain, avec la différence par rapport à l'Irak et à l'Afghanistan que les États-Unis n'envoieront pas officiellement des forces au sol, mais des conseillers et des instructeurs ainsi qu'une assistance militaire à l'opposition syrienne ; 3. Mettre à contribution les capacités considérables de contre-terrorisme et des services de renseignement pour prévenir les attaques de l'EIL et endiguer le flux de combattants étrangers qui se joignent à ce mouvement ou qui le quittent. Le Conseil de sécurité des Nations unies sera saisi par le Président américain pour convenir d'une stratégie concertée pour faire face à ce phénomène qui inquiète plus d'un pays. 4. Continuer à fournir une assistance humanitaire aux civils innocents chassés de chez eux par Daech (EIL).



● Youssef Mahmoud  
Conseiller principal, Institut international pour la paix New York.

### Les dessous de cette nouvelle offensive

Cette décision, prise par un Président allergique à tout retour au chaudron irakien après l'avoir quitté il y a près de trois ans, n'a pas été des plus aisées. Plusieurs facteurs l'y ont poussé. Le premier est une réévaluation de la menace que présentait l'avancée sans entraves des combattants de EIL vers la région du Kurdistan, et en particulier sa capitale Irbil, après avoir été délogés du barrage de Haditha, dont la rupture aurait eu des conséquences catastrophiques incalculables.

Un autre facteur est l'opinion américaine qui a basculé sensiblement en faveur d'une intervention suite à la décapitation brutale et médiatisée de deux journalistes américains. Sensibles à cette même opinion, la majorité des membres du congrès n'avaient plus le choix que de se ranger derrière leur Président. Le dernier facteur, et non le moindre, est la mobilisation en faveur de cette offensive de plusieurs pays, amis aussi

“ La guerre contre le terrorisme tue les terroristes, mais elle ne peut pas éradiquer le fléau du terrorisme. Il faut s'attaquer aux causes politiques, économiques et sociales profondes qui poussent les individus et groupes au désespoir et à épouser une idéologie de haine et de destruction au nom de la religion.

bien qu'adversaires qui voyaient dans les actions et les ambitions débridées de l'EIL une menace existentielle pour leurs régimes et citoyens. La tournée que vient d'effectuer le secrétaire d'État américain John Kerry dans les pays de la région majoritairement sunnites vise à déterminer en termes concrets l'appui que ces pays pourraient apporter sur le terrain. Les Américains sont soucieux de ne pas paraître s'engager dans une guerre qui vise à éradiquer un mouvement sunnite, aussi exécrable qu'il puisse être, et ainsi être accusés de faire pencher la balance en faveur des pouvoirs chiïtes à Bagdad et en Syrie.

### Les écueils

Malgré les précautions prises et les facteurs qui ont milité en faveur de cette décision, les détracteurs, aussi bien les pacifistes que les faucons, n'ont pas tardé à faire valoir ses contradictions internes et les risques inhérents à son exécution. Le premier risque qui pointe à l'horizon est que les États-Unis n'ont pas de véritables alliés sur le terrain. Malgré les récentes réformes entreprises sous pression après le départ de l'ancien Premier ministre Al Maliki, l'État irakien et ses institutions demeurent faibles et délabrées ou prédatrices. Son armée dysfonctionnelle est détestée par la minorité sunnite dont une bonne partie s'est ralliée à Daech (EIL). L'Égypte, au-delà des propos que ses chefs religieux d'Al Azhar peuvent proférer en faveur d'un islam tolérant et apaisant, n'est pas en mesure d'aider matériellement. Elle a ses propres extrémistes dans le Sinaï. Ceci a été bien rappelé à John Kerry lors de sa dernière visite au Caire. La Turquie demeure quant à elle prudente et réservée.

Une autre critique qui fait couler l'encre de plusieurs plumes, à la lueur de ce qui précède, est que l'objectif visé par cette stratégie est trop ambitieux. Affaiblir, voire «dégrader» l'EIL est dans le domaine du possible. Le «détruire» est irréalisable. Israël n'a pas réussi à éradiquer Hamas ou le Hizbollah. Les Américains ne sont pas parvenus non plus à éradiquer Al-Qaïda. La guerre contre le terrorisme tue les terroristes, mais elle ne peut pas éradiquer le fléau du terrorisme. Il faut s'attaquer aux causes politiques, économiques et sociales profondes qui poussent les individus et groupes au désespoir et à épouser une idéologie de haine et de destruction au nom de la religion. Par conséquent, une solution purement



**DJIHADISME** - 500 Algériens, 2.400 Tunisiens, et un millier de Marocains, le fléau touche le Maghreb.

Ph. AFP

●●● | ●●●  
militaire est vouée à l'échec. Le Président Obama et son équipe en sont bien conscients et ne cessent de le répéter. On ne choisit pas toujours ses partenaires. Les circonstances et les convergences d'intérêts nous les imposent.

### Une coalition prometteuse

Nonobstant ces carences, le Président Obama et son équipe estiment que la stratégie politique et militaire adoptée tout récemment par quelques pays arabes réunis en urgence à Djeddah pour faire face à l'EIIL constitue une avancée notable. Elle demeure cependant vague, peut-être à dessein, quant à la nature de l'appui militaire que ces pays seraient prêts à fournir sur le terrain. Par ailleurs, la Conférence internationale sur la paix et la sécurité en Irak, qui a eu lieu à Paris le 15 septembre et qui a réuni une trentaine de pays, a souligné quant à elle l'urgente nécessité de mettre un terme à la présence de Daech (EIIL) en Irak. Pour y arriver, les participants ont convenu d'une série de mesures jugées crédibles par de nombreux observateurs. Si le Président américain parvient en outre (ce qui est fort probable) à faire adopter par le Conseil de sécurité la semaine prochaine une résolution consensuelle visant à endiguer le flux des combattants étrangers, ses détracteurs trouveraient encore moins à en redire, estiment ses partisans. Bien qu'ils n'aient pas été conviés au conclave parisien, la Russie (dont 10 à 15% de sa population est musulmane) et l'Iran demeurent des acteurs de taille. Ces deux pays n'ont aucun intérêt de voir la radicalisation se propager et gagner du terrain dans un voisinage,

proche ou lointain, dans lequel ils ont beaucoup investi. Le Président Obama et son équipe caressent l'espoir qu'un front commun contre le fléau que représente l'EIIL créerait un espace pour un dialogue régional qui pourrait progressivement tempérer les passions sectaires qui déchirent le tissu social de cette partie du monde arabe. Est-il possible d'envisager un tel front sans l'implication directe ou indirecte du régime syrien ? Telle est la question que les Américains ne veulent nullement poser, de peur que tout contact, de loin ou de près, avec un régime qu'ils ont honni ne lui confère une légitimité.

### Implications pour le Maghreb

Des sources font état de la présence au sein de l'EIIL d'au moins 500 Algériens, 2.400 Tunisiens, et un millier de Marocains. S'y ajoutent certains jihadistes de la bande sahélienne et de Libye. Selon ces mêmes sources, des contacts ont été établis entre le chef de l'organisation terroriste El-Mourabitoune, l'Algérien Mokhtar Belmokhtar, et les responsables de l'État islamique en Irak et au Levant. Dans un contexte de régionalisation grandissante du terrorisme, les jihadistes africains, tels que ceux de Boko Haram, sont en train d'observer de près les « exploits » de l'EIIL et de convenir de la meilleure façon d'élargir leurs propres champs d'action. La nouvelle campagne contre le terrorisme en-

clenchée par les Américains risque d'être longue avec des conséquences plus ou moins prévisibles pour les pays du Maghreb et de la région sahélo-saharienne. Il échoit à tous ces pays de renforcer leurs capacités analytiques d'anticipation et de conjuguer davantage leurs efforts face à ce fléau. Ces efforts ne doivent pas se limiter à des solutions politiques et sécuritaires. La création d'emplois, la promotion de l'État de droit et une éducation religieuse tolérante sont des

“ La nouvelle campagne contre le terrorisme enclenchée par les Américains risque d'être longue avec des conséquences plus ou moins prévisibles pour les pays du Maghreb et de la région sahélo-saharienne. Il échoit à tous ces pays de renforcer leurs capacités analytiques d'anticipation et de conjuguer davantage leurs efforts face à ce fléau.

mesures incontournables si l'on espère juguler les conditions qui poussent les jeunes à basculer dans le radicalisme et entreprendre le voyage vers des avenir chimériques meilleurs. Les initiatives entreprises par quelques pays du Maghreb s'inscrivent bien dans cette ligne et méritent d'être renforcées en étroite concertation avec les voisins au Sud et au Sud-Est. Cette conjugaison des efforts doit continuer de prêter une attention toute particulière à la Libye où prolifèrent des groupes affiliés à l'EIIL dont l'ambition est de créer, en partenariat avec les compères jihadistes du voisinage, un État islamique en Afrique du Nord. ●